



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2018-536

19/07/2018

Date de mise en application : 18/07/2018

Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 18/07/2018

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidatures 2ieme cercle : 15 postes.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office National des Forêts :

- 1 poste de directeur de l'Agence Territoriale Pyrénées-Atlantiques (H/F) à Pau (64) (catégorie A) - Poste susceptible d'être vacant.
Date limite de candidature : 30 août 2018.

- 1 poste de directeur de l'Agence Territoriale Landes Nord Aquitaine (H/F) à Bruges (33) (catégorie A)- Poste susceptible d'être vacant.
Date limite de candidature : 30 août 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef(fe) du service Agriculture, Pêche, et Environnement (catégorie A) à Lille (59) - Poste vacant.
Date limite de candidature : 15 août 2018.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste chef(fe) de projets « valorisation économique de la biodiversité » (catégorie A) en Guyane (973).
Date limite de candidature : 15 septembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission Europe (catégorie A) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 15 septembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission milieux marins et littoraux (catégorie A) à Montpellier (34).
Date limite de candidature : 31 août 2018.

- 1 poste de directeur des parcs naturels marins, parcs nationaux et territoires (H/F) (catégorie A+) à Brest (29).
Date limite de candidature : 15 septembre 2018.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de chef(fe) de la cellule technique, adjoint(e) au délégué régional (catégorie A) à Mérignac (33).
Date limite de candidature : 31 août 2018.

- 1 poste de secrétaire gestionnaire (F/H) (catégorie B) à Metz (57).

Date limite de candidature : 15 août 2018.

- 1 poste de gestionnaire de carrières (F/H) (catégorie B) à Paris (75)

Date limite de candidature : 26 août 2018.

- 1 poste de délégué(e) interrégional adjoint(e) (catégorie A) à Orléans (45).

Date limite de candidature : 30 août 2018.

- 1 poste d'animateur régional pour la gestion du loup et du lynx (F/H) (catégorie A) à Clermont-Ferrand (63).

Date limite de candidature : 17 août 2018.

- 1 poste de chef(fe) de projet SIRH (catégorie A) à Paris (75).

Date limite de candidature : 15 août 2018.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de responsable de la commande publique, des achats et des contrats (H/F) (catégorie A) à Rochefort (17).

Date limite de candidature : 17 août 2018.

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans le domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux :

- 1 poste de responsable de projet de coopération internationale (catégorie A/A+) (H/F) à Tbilisi en Géorgie.

Date limite de candidature : 02 août 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation.

**OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Parc Technologique
Orléans Charbonnière
BP 18
45760 BOIGNY SUR BIONNE**

Directeur de l'Agence Territoriale des Pyrénées-Atlantiques

N° du poste : 8443- Numéro Epicéa :		
Catégorie : A : IPEF - ICPEF- IDAE - Attachés principaux - Localisation : Pau - 64		
Cotation parcours professionnel : A3		Cotation part fonction PFR :
Poste susceptible d'être vacant au 01/09/2018		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>La DT Centre Ouest Aquitaine regroupe, outre les services fonctionnels de la DT (SG, Service Financier, Service RH, PSI, MCBS et ACS), 8 agences territoriales et une agence Études et Travaux. Le périmètre de la DT Centre Ouest-Aquitaine couvre 4 nouvelles régions : Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire et Centre-Val de Loire. Avec le cas particulier des forêts du département de l'Allier qui est rattaché administrativement à la nouvelle DT Auvergne Rhône-Alpes mais dont les massifs sont gérés par l'Agence Territoriale Berry-Bourbonnais intégrée à la DT Centre Ouest-Aquitaine. 925 personnes ont en charge la gestion de 535 000 d'ha de forêts publiques. La DT Centre Ouest-Aquitaine partage quatre contextes biogéographiques : la chênaie, le littoral (elle couvre toute la façade atlantique), le plateau landais et la montagne.</p> <p>L'agence des Pyrénées-Atlantiques assure la gestion de 80 000 ha de forêts publiques propriétés des collectivités (uniquement 1 forêt domaniale de 300ha), à enjeux variés de production (110000m3/an commercialisés), de protection et d'accueil du public. Hêtraie Sapinière en montagne, chêne, feuillus divers, plantations en plaine.</p> <p>Enjeux forts liés à la protection de l'environnement (Parc National des Pyrénées), au pastoralisme et à l'activité touristique.</p> <p>L'agence compte 60 personnes. Elle comprend un service forêt, un service bois partagé avec l'agence des Hautes-Pyrénées, un service général. et 4 unités territoriales.</p>	
Objectifs du poste	Atteinte des objectifs fixés au contrat passé entre la direction territoriale Centre-Ouest Aquitaine et l'agence : aménagements forestiers, récolte et commercialisation des bois, préservation et valorisation de la biodiversité, développement et équilibre des activités conventionnelles.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des feuilles de route avec les unités territoriales.</p> <p>Accompagnement des équipes sur le terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Management des personnels de l'agence. - Gestion de la relation avec les structures internes de production. - Relations externes avec les partenaires institutionnels multiples (représentants de l'Etat, conseil départemental, Association départementale des communes forestières, collectivités territoriales, Parc National des Pyrénées, Associations de protection de la nature...) 	
Champ relationnel du poste	Ensemble de la Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine	
Compétences liées au poste	SAVOIRS	
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes - Qualités relationnelles et disponibilité. - Parfaite connaissance des processus 	<ul style="list-style-type: none"> - Compétences en animation et management d'équipe - Capacités de dialogue et de négociation. - Relationnel avec les élus

	métiers et du fonctionnement de l'ONF	Simplifier et donner du sens
Personnes à contacter	M. Yves DUCOS, directeur territorial Centre Ouest Aquitaine yves.ducos@onf.fr Tél: 02 38 65 47 01 Portable: 06 09 90 33 54	

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation.

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Parc Technologique
Orléans Charbonnière
BP 18
45760 BOIGNY SUR BIONNE

Directeur de l'Agence Territoriale Landes Nord Aquitaine

N° du poste : 12228- Numéro Epicéa :

Catégorie : A :- ICPEF- IDAE - Attachés principaux - Localisation : Bruges - 33

Cotation parcours professionnel : A4 bis

Cotation part fonction PFR :

Poste susceptible d'être vacant au 01/09/2018

Présentation de l'environnement professionnel

La DT Centre Ouest Aquitaine regroupe, outre les services fonctionnels de la DT (SG, Service Financier, Service RH, PSI, MCBS et ACS), 8 agences territoriales et une agence Études et Travaux. Le périmètre de la DT Centre Ouest-Aquitaine couvre 4 nouvelles régions : Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire et Centre-Val de Loire. Avec le cas particulier des forêts du département de l'Allier qui est rattaché administrativement à la nouvelle DT Auvergne Rhône-Alpes mais dont les massifs seront gérés par l'Agence Territoriale Berry-Bourbonnais intégrée à la DT Centre Ouest-Aquitaine. 925 personnes ont en charge la gestion de 535 000 d'ha de forêts publiques. La DT Centre Ouest-Aquitaine partage quatre contextes biogéographiques : la chênaie, le littoral (elle couvre toute la façade atlantique), le plateau landais et la montagne.

L'agence Landes Nord Aquitaine couvre 4 départements très vastes incluant le massif des Landes de Gascogne. Agence comprenant plus de 130 personnes et composée de 9 unités territoriales, 5 services fonctionnels, dont une mission littorale en charge des MIG littorales et risques naturels.

Les enjeux de cette agence sont :

- les sylvicultures du pin maritime, la gestion multifonctionnelle complexe de 55.000 ha de forêts littorales et la protection de 180 KM de dunes.
- l'application du régime forestier à 75.000 ha de forêts des collectivités, dans un contexte aquitain avec encore 25.000 ha de forêts hors régime forestier.
- la mobilisation et la commercialisation de 450.000 m3 de bois.
- la production de 10.000 ha d'aménagements forestiers chaque année.
- la mise en œuvre de nombreuses MIG locales et la mobilisation de plusieurs millions d'euros de financements externes avec un potentiel important de conventions et services (objectif de 2, 4 millions de CA en DF3), sur le littoral et le péri-urbain de la métropole bordelaise.
- Une gouvernance externe complexe avec de nombreuses instances, dont 2 GIP et plusieurs associations (DFCI, Santé des forêts, Interprofessions..).

Objectifs du poste

Atteinte des objectifs fixés au contrat passé entre la direction territoriale Centre-Ouest Aquitaine et l'agence : aménagements forestiers, récolte et commercialisation des bois, préservation et valorisation de la biodiversité, réussite des régénérations naturelles en forêt dunaire, développement et équilibre des activités conventionnelles.

Conforter le rôle de l'ONF comme opérateur de la gestion durable du littoral dunaire, reconnu pour son expertise et sa capacité opérationnelle. Positionner l'ONF dans la prévention du risque DFCI (notamment sur les OLD) en étroite partenariat avec ARDFCI.

Renouveler et développer les conventions de partenariat avec les grandes collectivités, les collectivités littorales et les ONG.

Le directeur d'agence est également adjoint délégué au directeur territorial pour la région Nouvelle Aquitaine. A ce titre, il anime et co-préside la commission régionale des affaires communales, représente l'ONF dans les instances et commissions régionales, anime le suivi de la convention de partenariat avec la région Nouvelle Aquitaine.

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter

Organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des feuilles de route avec les unités territoriales et services. Accompagnement des équipes sur le terrain.

- Management des personnels de l'agence.

- Gestion de la relation avec les structures internes de production.

	- Relations externes avec les partenaires institutionnels multiples (représentants de l'Etat, conseil départemental et régional, Associations départementales et régionale des communes forestières, Collectivité territoriales, Associations de protection de la nature...)	
Champ relationnel du poste	Ensemble de la Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine	
Compétences liées au poste	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes - Qualités relationnelles, leadership et disponibilité. - Parfaite connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF 	<ul style="list-style-type: none"> - Compétences en animation et management d'équipe - Capacités de dialogue et de négociation. - Capacité à prendre des décisions - Sens du relationnel avec les élus et les partenaires - Aptitude à simplifier et donner du sens - Aptitude à représenter l'ONF et défendre ses positions avec fermeté
Personnes à contacter	M. Yves DUCOS, directeur territorial Centre Ouest Aquitaine yves.ducos@onf.fr Tél: 02 38 65 47 01 Portable: 06 09 90 33 54	



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services
et de Paiement

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Hauts de France
Site de Lille
Immeuble Quartz – 36 place Vauban, La Madeleine
59 777 Euralille

Chef du service Agriculture, Pêche et Environnement (H/F)

N° du poste : 18518 Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel poste catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : 2
Poste Vacant Date limite de candidature : 15 août 2018	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Placé sous l'autorité du Directeur régional Hauts de France, le (la) titulaire assure le pilotage du service agricole, pêche et environnement. Le service est composé de 19 agents répartis sur les 2 sites (12 agents sur Amiens et 7 sur Lille). De ce fait, la présence au moins deux journées par semaine sur le site d'Amiens est requise. Le (la) titulaire du poste évolue dans un environnement impliquant de multiples acteurs (services de l'Etat, collectivités locales (administratifs et élus)..). Il (elle) doit posséder des qualités managériales, relationnelles et de négociation marquées.</p> <p>Le service étant compétent sur la région Hauts-de-France et sur l'Ile de France, des déplacements réguliers sont à prévoir au sein de ces deux régions.</p>
Objectifs du poste	<p>Le (la) chef(fe) du service met en œuvre les missions régaliennes de l'ASP dans le domaine agricole, de la pêche et de l'environnement. Il (elle) pilote anime et coordonne le service composé de deux secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none">- un secteur de gestion qui assure les mises en paiements des dossiers et l'interface avec les services instructeurs (Etat, région, GAL...)- un secteur expertise qui a en charge les conventionnements avec les partenaires, les appels de fonds la mise en œuvre de l'outillage informatique OSIRIS (recevabilité des demandes, formation des agents, tickets incidents), la contrôlabilité des plans de développement ruraux ainsi que les contrôles de conformité. <p>Le (la) chef(fe) du service appuie le directeur régional lors des réunions avec les partenaires. Il (elle) aura à connaître l'ensemble du domaine d'intervention dans le secteur des aides agricoles et des fonds FEADER et FEAMP.</p>

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de son service</p> <p>Animer les équipes du service : définition des objectifs et des priorités, planning, tenue des réunions, relevés de décisions, conduite des entretiens professionnels</p> <p>Définir et mettre en œuvre la conduite des projets du service</p> <p>Assurer, en lien avec le Directeur Régional, le relationnel avec les partenaires internes et externes</p> <p>Suivre les opérations de contrôles administratifs, les engagements et liquidations des dépenses d'intervention, appliquer les directives qualité/sécurité.</p> <p>Concevoir des études et bilans statistiques, élaborer et suivre des procédures administratives de gestion des dispositifs,</p> <p>Suivre les tableaux de bord de l'activité et les résultats du service</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Collectivités locales (contacts réguliers avec les directeurs de la région), Services de l'Etat, directions métiers du siège de l'ASP, Agence de l'Eau, professionnels de l'agriculture.</p>	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs :</p> <p>Connaissance des dispositifs agricoles gérés par l'ASP.</p> <p>Connaissance des fonds européens</p> <p>Connaissance du milieu agricole.</p>	<p style="text-align: center;">Savoir-faire :</p> <p>Compétences managériales affirmées.</p> <p>Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.</p> <p>Sens de l'initiative et de l'autonomie.</p> <p>Esprit de synthèse et aptitudes rédactionnelles avérées.</p> <p>Savoir rendre compte, déléguer</p> <p>Anticiper les difficultés et alerter le directeur régional</p>
Personnes à contacter	<p>Philippe SAPPEY, Directeur régional - Tél. : 03.20.63.38.40 philippe.sappey@asp-public.fr</p> <p>Annick Goussen, chef du service administratif et financier Tél 03 20 63 34 03 npcp-saf-raf@asp-public.fr</p> <p>Patricia Belhadj Conseiller mobilité carrière DRH/SEEC Tél. : 05.55.12.00.36 mobilite@asp-public.fr</p>	

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou par un agent déjà titulaire d'un CDI de droit public

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chef de projets « Valorisation économique de la biodiversité » (h/f)
Affectation :	Direction appui aux politiques publiques – Département des stratégies nationales, européennes et internationales - Service
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service
Résidence administrative :	Cayenne (973) - Guyane
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein de la direction de l'appui aux politiques publiques, le département des stratégies nationales, européennes et internationales contribue à créer les conditions d'une mise en œuvre ambitieuse et collective des stratégies et politiques nationales pour la préservation de la biodiversité. Le service « Programmes et partenariats nationaux » assure l'appui stratégique et financier aux acteurs socio-économiques (entreprises, associations, etc.) qui souhaitent contribuer à la préservation et à la restauration de la biodiversité. Il assure l'animation des secteurs pour que les acteurs s'engagent dans la Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB), il accompagne les acteurs pour que leurs stratégies contribuent effectivement à la SNB et aux politiques de biodiversité, et il monte des partenariats stratégiques bilatéraux ou multilatéraux avec certains acteurs, sur les sujets prioritaires.

Dans le cadre de ces activités, l'AFB souhaite créer une équipe en charge de l'identification, du soutien et de la valorisation de projets concrets basés sur la valorisation économique de la biodiversité et des écosystèmes. Cette équipe aura en charge de démontrer par l'exemple que la biodiversité peut être le socle d'un développement économique réel et concret. Elle devra travailler à l'échelle de l'ensemble du territoire national, métropole et outre-mer.

Description du poste

Mission :

Le/la chef(fe) de projets « Valorisation économique de la biodiversité » coordonnera le travail de l'équipe, sous l'autorité du chef de service « Programmes et Partenariats Nationaux ». Cette équipe sera composée, initialement, de 3 personnes, en incluant le poste visé ici. La taille réduite de l'équipe au regard du champ élargi de compétences et de la large échelle géographique de travail imposera une polyvalence et une adaptabilité des agents. Les missions et activités ci-dessous, si elles sont réellement à la charge de la personne recrutée sur ce poste, ne sont donc pas exhaustives ni exclusives.

La personne recrutée sera plus particulièrement en charge du pilotage de l'équipe, de la gestion de ses moyens, du lien avec les partenaires et organismes extérieurs (notamment en vue de la constitution d'un réseau de partenaires et de relais dans les territoires) ainsi que de la représentation de l'équipe et de l'AFB sur les sujets traités.

Activités principales :

L'ensemble des activités du-de la chef(fe) de projets se fera en lien direct avec le chef de service dont il dépend.

Construction du programme et des objectifs de l'équipe, sous l'autorité du Chef de service « Programmes et Partenariats Nationaux » :

- Identifier des thématiques et des projets que l'équipe suivra, puis hiérarchiser ces projets
- Construire et suivre, en propre, certains projets
- Cibler des territoires prioritaires d'action, avec évolution dans le temps,
- Répartir des tâches et objectifs au sein de l'équipe, en fonction des compétences et plans de charge,
- Constituer, en lien avec les entités territoriales de l'AFB concernées, un réseau de relais et référent-e-s locaux.

Constitution du réseau de partenaires :

- Cibler, identifier et prospecter des partenaires potentiels sur les territoires d'action identifiés,
- Constituer puis animer un réseau de partenaires, qu'ils soient internationaux, nationaux ou locaux,
- Construire d'éventuels partenariats formels avec les partenaires,
- Représenter l'AFB sur les sujets et territoires d'action de l'équipe, notamment via la participation aux réunions et groupes de travail externes à l'AFB.

Gestion de l'équipe :

- Suivre les résultats des projets soutenus et l'atteinte des objectifs globaux de l'équipe,
- Assurer le suivi des moyens matériels et financiers nécessaires au travail de l'équipe, dans le cadre fixé par le chef de service,
- Assurer l'organisation logistique et géographique des activités de l'équipe.
- Identifier et mettre en place des outils et procédures nécessaires à la bonne conduite des travaux.

Positionnement au sein de l'AFB :

- Etre le contact privilégié avec la hiérarchie de l'équipe (service, département et direction),
- Participer, en propre ou via des membres de l'équipe, aux groupes transversaux et travaux internes à l'AFB sur les sujets traités par l'équipe,
- Etre le relais des travaux et échanges avec les entités territoriales de l'AFB concernées par les projets identifiés et suivis par l'équipe.

Relations liées au poste

Relations internes

- Direction déléguée à l'outre-mer
- Direction des Partenariats dans les territoires
- Entités territoriales (Directions régionales et interrégionales, services départementaux, antennes, parcs naturels marins...)
- Mission Programmation et Performance de la Direction de l'Appui aux Politiques Publiques
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
- Secrétariat Général

Relations externes

- Représentant-e-s de l'Etat sur les territoires concernés par les projets (en particulier en charge du développement économique et de la préservation de la biodiversité)

- Collectivités territoriales sur les territoires concernés par les projets
- Le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (et en particulier la Direction de l'Eau et de la Biodiversité et le Commissariat Général au Développement Durable)
- Représentant-e-s et collectifs de porteurs de projets

Profil recherché

Expérience d'au moins 5 ans en animation de réseaux d'acteurs, négociations en situation complexe, montages de partenariats et marchés publics.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Enjeux de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes
- Développement économique et conduite de projets
- Rôles et compétences des collectivités territoriales, des établissements publics et de l'Etat

Savoir-faire opérationnel

- Coordonner le travail d'une équipe
- Animer des réunions, des groupes de travail, des réseaux
- Identifier et soutenir la concrétisation de projets locaux de développement économique
- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés
- Communiquer à l'écrit et à l'oral de manière claire et percutante
- Proposer des solutions et préparer la décision
- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses
- Maîtriser l'outil informatique

Savoir-être professionnel

- Capacité d'initiatives
- Organisé
- Polyvalent
- Sociable
- Dynamique
- Communiquant
- Créatif/innovant

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSNEI/CPECO/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 septembre 2018

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de mission Europe (h/f)
Affectation :	DAPP/DSNEI
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de services « Affaires européennes et internationales »
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

La direction de l'Appui aux politiques publiques apporte un appui à la conception, l'animation et l'évaluation des politiques publiques de la biodiversité, de l'eau et des milieux marins. Son action porte sur la connaissance, la surveillance, la gestion et la diffusion des données, l'appui à l'élaboration et au suivi des politiques publiques et de stratégies telles que la SNB, la protection et la gestion des milieux marins et l'action internationale.

Au sein du département des stratégies nationales, européennes et internationales, le service des affaires européennes et internationales a les missions suivantes :

- L'appui aux services de l'État pour le développement, la négociation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et directives européennes dans le domaine de l'eau, de la biodiversité et des milieux marins ;
- L'appui aux services de l'État pour la négociation et la mise en œuvre des conventions transfrontalières, régionales et internationales, ainsi que pour l'évaluation de la contribution de la France à ces conventions ;
- Le renforcement de la présence française en Europe et à l'International, le développement de partenariats, l'inscription dans les réseaux et initiatives structurantes ;
- le développement de projets et renforcement de capacités pour la coopération européenne et internationale ;
- Ces missions s'appuient sur la mobilisation d'une expertise interne et externe à l'AFB.

Description du poste

Mission :

Le chargé de mission « Europe » est responsable de l'appui au Ministère de la transition écologique et solidaire pour la négociation, la révision et la déclinaison des directives et des textes européens.

Il développe des partenariats avec les acteurs européens et avec les autres établissements publics assurant des missions similaires.

Le chargé de mission « Europe » est le référent du service pour la thématique « milieux aquatiques ».

A ce titre, il suit les relations de l'AFB avec l'Office international de l'eau et avec le partenariat français pour l'eau.

Activités principales :

Coordonner la contribution de l'AFB en matière d'appui aux directives et textes européens :

- Contribuer à la définition des orientations stratégiques du service ;
- Assurer la contribution de l'AFB à la négociation et à la révision des directives et textes européens, en appui au MTES ;
- En lien avec la DREC, assurer la bonne représentation de l'expertise de l'AFB dans les groupes de travail européens ;
- Tisser des relations de travail avec l'agence européennes de l'environnement et les centres thématiques européens (notamment celui sur la biodiversité et celui sur l'eau) ;
- Contribuer à la réflexion sur l'installation d'un relais de l'AFB à Bruxelles, en lien avec d'autres établissements publics ;
- Donner de la visibilité aux actions de l'AFB en Europe afin de renforcer sa légitimité et son efficacité.

En tant que référent « milieux aquatiques » du service, en lien avec les autres directions de l'AFB :

- Impulser et organiser une veille politique, scientifique et technique à l'échelle européenne et internationale ;
- S'assurer du bon traitement de ces sujets dans toutes les missions du service (partenariats européens et internationaux, représentation de l'AFB à l'international, renforcement de capacités des acteurs, coopération régionale, convention régionales et internationales) ;
- Assurer la représentation française lors de manifestations internationales comme le Forum Mondial de l'Eau ;
- Assurer un appui aux autres agents du service sur cette thématique.

De manière générale et dans son domaine de compétence :

- S'insérer dans les dynamiques et réseaux existants pour y porter les enjeux de l'AFB ;
- Participer à la communication autour de l'ensemble de ses activités pour valoriser l'action de l'AFB et de ses partenaires ;
- Contribuer à des formations et aux centres de ressources.

Relations liées au poste

Relations internes

- Service Appui aux stratégies nationales (SNB, Natura 2000, mise en œuvre de la DCE)
- Département des milieux marins (expertise marine, DCSMM)
- Département des systèmes d'observation et de la donnée (DCE)
- Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences (expertise dans les groupes de travail européens)
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
- Secrétariat général
- UMS Patrinat

Relations externes

- MTES/DGALN/DEB et MTES/DAEI, MESR, MEAE
- Partenaires européens et internationaux
- AFD, Expertise France

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Politiques européennes et internationales de l'eau et de la biodiversité
- Institutions européennes
- Expertise reconnue sur les milieux aquatiques
- Anglais professionnel de très bon niveau
- Autre langue européenne souhaitée

Savoir-faire opérationnel

- Travailler en mode projet et contribuer à des réseaux d'acteurs
- Développer et entretenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés en contexte multiculturel
- Proposer des solutions et les argumenter
- Négocier et tenir les positions de l'établissement dans un contexte européen
- Synthétiser et hiérarchiser l'information
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet
- Communiquer à l'écrit et à l'oral en français et en anglais
- Travailler en temps contraint

Savoir-être professionnel

- Autonome
- Diplomate
- Dynamique
- Organisé
- Réactif
- Sociable

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSNEI/CMEUROP/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 septembre 2018

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de Mission milieux marins et littoraux (h/f)
Affectation :	DREC - Département Centre de Ressources
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la Cheffe du département Centre de Ressources
Résidence administrative :	Montpellier (site Pérols) - option possible sur Brest
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 300 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La Direction de la Recherche, de l'Expertise et du Développement des Compétences (DREC) et son département Centre de Ressources, ont dans le cadre de la mission d'appui à la mise en œuvre des politiques de reconquête de la biodiversité, un rôle d'animation de Centres de ressources dont l'objectif est de développer les compétences et renforcer les capacités des acteurs pour la mise en œuvre des politiques publiques, selon un mode de travail multi-partenarial et collaboratif.

Les 8 Centres de ressources existants sont organisés autour de trois moyens d'actions indissociables :
- animation de réseaux d'acteurs (évaluation des besoins, structuration des échanges, coordination...);
- accompagnement technique (conseil, formation...);
- production et mise à disposition de ressources (informations, méthodes et outils scientifiques et techniques, retours d'expériences...)

Le centre de ressources sur les milieux marins et littoraux est en phase de construction. Un groupe projet rassemblant en interne l'ensemble des directions métiers a été constitué pour répondre et s'adapter au mieux aux besoins internes et à ceux des communautés d'acteurs à fédérer. Sa mise en œuvre opérationnelle est prévue en 2019.

Pour accompagner ce projet, un ou une chargée de mission est recherchée au département Centre de ressources en remplacement de la titulaire du poste, dont la mobilité sera effective en septembre 2018.

Description du poste

Mission :

Développer et animer un centre de ressources national sur les milieux marins et littoraux, permettant d'accompagner la montée en compétence des acteurs de la mise en œuvre de politiques publiques, par la mise en réseaux des acteurs concernés, la mise à disposition et le transfert d'outils techniques adaptés pour leur renforcement de capacité.

Activités principales :

Animation de réseau

- Développer un centre de ressources sur les milieux marins et littoraux et veille à l'articulation de son action avec les principaux organismes concernés ainsi que les autres centres de ressources et animer pour ce faire le groupe projet interne constitué en 2017, ainsi que le COPIL lorsqu'il sera constitué.
- Piloter, dans le cadre de l'animation de réseau du Centre de ressources, le Forum des gestionnaires des Aires Marines Protégées en lien avec le département DPT (à partir de janvier 2019),
- Participer aux travaux du GIS HomMer et fait lien avec le centre de ressources en construction
- Coordonner et anime le partenariat avec le Conservatoire du Littoral
- Organiser des événements (rencontres nationales, journées d'échanges ou séminaires, rencontre annuelle du Forum des gestionnaires des AMP), élaborer et mettre en œuvre des outils d'animation et de renforcement de capacité de son public cible (acteurs de la biodiversité marine et littorale) en lien avec les directions concernées.
- Assurer et diffuser une veille dans le périmètre de sa mission.
- Maintenir et développer des liens avec les autres thématiques de la préservation de la biodiversité.
- Assurer l'animation des échanges et la valorisation des expériences du réseau.
- Mobiliser les membres du réseau pour définir la programmation annuelle et la mettre en œuvre.

Mise en place d'outils de renforcement de capacité

- En lien avec la mission Valorisation et documentation, coordonner l'élaboration et la valorisation d'un ensemble de productions de référence et de documents techniques et de communication sur les milieux marins et littoraux : guides, fiches techniques, articles, annuaire, flyers, etc.
- Déployer et animer des outils collaboratifs pour l'animation des échanges et la valorisation des expériences du réseau : espace de discussion, site internet, etc.
- Elaborer, en lien avec le groupe projet, un cahier des charges des besoins permettant de construire en lien avec la DSI le contenu et l'ergonomie du site internet du Centre de Ressources milieux marins et littoraux en cohérence avec les réflexions en cours au sein du département
- Développer et transférer une expertise dans son domaine d'intervention.

Contribution aux activités de recherche et de formation

- Piloter des dispositifs de formation pour des publics concernés (définition des besoins, commande, conception, réalisation et évaluation) ; articuler l'offre de formation avec les autres organismes de formation compétents.
- Contribuer à l'identification de certains besoins de R&D en réponse aux besoins des acteurs

Animations et compétences transversales

- Communiquer en interne et en externe sur l'avancement de la construction du Centre de ressources MML
 - Elaborer une plaquette et animer le compte twitter en lien avec la DICOMOB
 - Participer aux GT internes : stratégie mer, politique éditoriale (DICOMOB) ; GIS HomMer
 - Thématiques clefs : milieux marins et littoraux, aires marines protégées,
- Compétences transverses complémentaires appréciées : vulgarisation scientifique, maîtrise des outils de valorisation

Relations liées au poste

Relations internes

- Au sein de la DREC : chargés de mission de la DREC (des 3 départements et des pôles) impliqués sur la thématique et responsables de l'expertise ; mission Valorisation ; mission Partenariats.
- Au sein de la DAPP : département Stratégies nationales, européennes et internationales ; département Milieux marins (siège et antennes), UMS Patrinat,
- Au sein de la DPT : département Aires protégées (service des parcs naturels marins), département Partenariats dans les territoires.
- Direction Contrôle des usages et services territoriaux.
- Direction Communication et Mobilisation Citoyenne.
- Département Systèmes d'information.

Relations externes

- Acteurs en lien avec la mise en œuvre des politiques publiques liées à la préservation des milieux marins et littoraux et notamment le forum des gestionnaires des aires marines protégées.
- Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et services déconcentrés.
- Conservatoire du Littoral et membres du GIS HomMer
- Experts scientifiques, techniques et juridiques dans le domaine des milieux marins et littoraux.
- Acteurs socio-économiques concernés.
- Autres établissements en charge de formation maritime ou à destination d'agents travaillant sur les milieux marins.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A, de niveau Bac +5, justifiant d'une solide expérience dans le domaine de l'animation de réseau d'acteurs et dans la connaissance des aspects sciences et gestion en lien avec les milieux marins et littoraux. Une expérience dans une aire marine protégée serait appréciée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaître les partenaires institutionnels, les réseaux, les enjeux et textes techniques, scientifiques ou juridiques de référence sur les milieux marins.
- Connaître les procédures de gestion de projet et d'équipe projet.
- Connaître les règles de l'action publique.
- Maîtriser les méthodes appropriées de l'ingénierie de formation et pédagogique.
- Maîtriser les techniques d'encadrement, d'animation et de négociation.

Savoir-faire opérationnel

- Savoir animer les échanges, l'information et la réflexion entre les différents acteurs.
- Savoir appliquer les procédures de gestion comptable et d'achat public.
- Savoir contractualiser, construire des conventionnements, rédiger des cahiers des charges.
- Savoir organiser, animer et accompagner un réseau d'acteurs variés.
- Savoir travailler en mode projet.
- Savoir utiliser des méthodes de communication, d'animation et d'ingénierie de formation et de pédagogie adaptées au public concerné.
- Compétences transverses complémentaires : vulgarisation scientifique, maîtrise des outils de valorisation.

Savoir-être professionnel

- Forte capacité d'organisation et sens des priorités.
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative.
- Capacités à créer du lien et à animer un réseau de partenaires.
- Forte réactivité, disponibilité et sens de l'écoute, de la négociation.
- Adaptabilité à des mobilités fréquentes entre Montpellier et Brest et dans les antennes de façade

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence DREC/CMML/F par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 août 2018

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou par un agent déjà titulaire d'un CDI de droit public

Classification :	Catégorie A+
Fonction :	Directeur des parcs naturels marins, parcs nationaux et territoires (h/f)
Affectation :	Direction des parcs naturels marins, parcs nationaux et territoires
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur général
Résidence administrative :	Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, de Parcs nationaux de France, de la fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux (CBN) et d'une partie de l'Unité Mixte Spécialisée « Patrimoine », l'Agence française pour la biodiversité est composée d'environ 1 300 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Etre en charge de l'animation, la coordination et l'appui technique aux activités opérationnelles mise en œuvre par l'Agence dans leurs déclinaisons à l'échelle territoriale au travers des agences régionales de la biodiversité et structures de gestion d'aires protégées intégrées (parcs naturels marins-PNM et sanctuaire Agoa) ou rattachées (parcs nationaux) à l'Agence.

Piloter l'action des équipes de parcs naturels marins et anime leur réseau.

Coordonner le volet « métier » de la convention de rattachement des parcs nationaux, en lien avec le secrétariat général pour le volet « fonctions support ».

Appuyer le rapprochement et la mise en réseau des différentes familles d'aires protégées (mission dont la coordination est assurée principalement par le délégué espaces naturels).

Suivre la préparation des dossiers de soutiens financiers pour les outre-mer (solidarité inter bassins et appels à projet « biodiversité »).

Assurer le lien avec les délégués mer, outre-mer et espaces naturels pour les questions relevant de son domaine de compétence.

Appuyer le montage des agences régionales de la biodiversité.

L'effectif de la direction est de 110 personnes réparti entre Brest (12 postes), Montpellier (5 postes), Vincennes (3 postes) et les parcs naturels marins (90 postes).

Le poste nécessite des déplacements fréquents sur Vincennes (réunions internes AFB et avec la tutelle), d'autres sur Montpellier (présence d'équipes) mais également sur le territoire des parcs naturels marins.

Activités principales :

- Piloter, animer et coordonner le travail :

↳ des délégués du directeur pour les parcs naturels marins et le sanctuaire Agoa qui sont basés en métropole et outre-mer ;

↳ du chef de département « aires protégées » qui veille à l'articulation efficace des services « parcs nationaux » et « parcs naturels marins » dans une logique de complémentarité et mutualisation des compétences, coordonne le suivi et l'animation du rattachement des parcs nationaux à l'AFB (fonctions métiers) et apporte un appui et une animation du réseau des délégués du directeur auprès des conseils de gestion des parcs naturels marins, suit les travaux de la Conférence des aires protégées et du réseau interne dédié aux aires protégées animé par le délégué espaces naturels ;

↳ du chef de département « partenariats dans les territoires » qui assure la programmation et le suivi des financements d'infrastructures d'assainissement et d'alimentation en eau potable, le financement d'études spécifiques de connaissance et de suivi et les crédits de soutien aux offices de l'eau. Il contribue à la mise en œuvre du plan Eau DOM dans le cadre de la coordination des bailleurs de fonds (CDC, AFD) assurée par les ministères compétents (écologie, outre-mer, santé).

- Piloter le dialogue de gestion des unités budgétaires de sa direction pour ce qui concerne les moyens humains (ETP, ETPT et hors plafond) et financiers en lien avec le secrétariat général ;

- Organiser les réunions de rencontres entre la direction générale et des présidents de conseils de gestion de PNM et sanctuaire Agoa.

- Veiller à la cohérence générale de la direction et organise le travail en définissant les priorités.

- Participer au comité de direction de l'établissement et au conseil d'administration pour les sujets relevant de sa compétence.

- Contribuer à la définition de la politique générale de l'établissement (projet d'établissement, programme d'intervention, contrat d'objectifs).

Relations liées au poste

Relations internes

Directeur général, directeurs généraux adjoints

Secrétaire général et autres directeurs (services centraux et territoriaux)

Relations externes

Présidents des conseils de gestion des parcs naturels marins

Collectivités territoriales,

Directeurs de parcs nationaux,

Têtes de réseau et gestionnaires d'aires protégées

Profil recherché

Expérience managériale réussie

Expérience de l'administration et du management public, ou aptitude à développer ces compétences

Expérience de direction d'une aire protégée serait appréciée

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Gestion d'aires protégées

- Fonctionnement d'un établissement public

- Fonctionnement des collectivités locales

Savoir-faire opérationnel

- Maîtriser l'utilisation des techniques de management et d'animation d'équipes (notamment à distance) ou de réseaux
- Déployer une stratégie et des objectifs avec une très bonne capacité d'organisation et le sens des priorités
- Gérer des moyens financiers
- Négocier et s'adapter à différentes situations et publics ;

Savoir-être professionnel

- Capacité d'écoute, aptitudes relationnelles
- Autonomie
- Grande disponibilité
- Sens des relations publiques et de la communication

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DPT/DIR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 septembre 2018



**La Délégation Nouvelle Aquitaine de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Mérignac (33)**



RECRUTE

Chef(fe) de la Cellule technique, adjoint(e) au délégué régional - (F/H)

Au sein de la Cellule technique, sous l'autorité du Délégué régional, l'adjoint au délégué pilote les dossiers de la Cellule technique (CT) de manière autonome en relation avec de nombreux partenaires internes et externes.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1^{er} octobre 2018

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement voire en contrat à durée déterminée - Temps plein – Catégorie A

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme de niveau I (BAC +5) dans le domaine de l'écologie ou de l'environnement.

Une expérience significative en management humain et de projet est attendue.

Connaissance des politiques publiques, acteurs de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que du monde cynégétique.

Maîtrise d'un système d'information géographique (SIG), de la gestion des bases de données et des outils bureautiques dédiés, en général.

Capacité à concevoir et suivre des programmes de développement et des protocoles d'études, en lien avec la préservation de la biodiversité.

Conditions particulières :

Poste nécessitant des déplacements

Déplacements sur la région Nouvelle-Aquitaine et au niveau national • Travail possible le week-end.

Poste nécessitant de se former en matière de police (commissionnement) en bénéficiant des formations internes.

Activités principales.

Manager et coordonner l'activité de la cellule technique.

Contribuer à la réflexion globale de la direction régionale nouvelle aquitaine avec le délégué et le délégué adjoint.

Représenter le DR dans les réunions régionales.

Assurer des missions d'appui des SD 19 – SD 23 – SD 24 et SD 87.

Animer les réseaux • Appuyer les actions de gestion • Mettre en place les stratégies (Natura 2000, Espaces naturels protégés, ...) • Coordonner les projets (SYLVAFAUNE et ICE.

Assurer des missions transversales sur la Délégation régionale Nouvelle Aquitaine.

Animer et/ou appuyer les réseaux (Loup/Lynx, sécurité à la chasse, communication régionale) • Représenter la DR dans les réunions nationales et dans les conseils d'administrations de l'ORE, CREN PC et IFREE.

Renforcer ponctuellement les opérations police en qualité d'agent commissionné et assermenté.

Intéressé(e) ? - Pour plus de détail, cf. fiche de poste

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Christophe BAYOU, Délégué régionale Nouvelle Aquitaine, par téléphone au 06.71.54.88.59 ou par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr

Ou

M. Gérard RUVEN, Responsable de la cellule technique, Adjoint au Délégué Régional, par téléphone au 06.25.07.05.54 ou par courriel à gerard.ruven@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 31 août 2018**, - terme de rigueur - , par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



**La Délégation régionale Grand Est de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Moulins-Lès-Metz (57)
(future implantation à Rozerieulles-57)**



RECRUTE

Secrétaire gestionnaire (F/H)

Sous l'autorité de la Responsable de la Cellule administrative (« Responsable régionale administrative et budgétaire » de la Délégation), il (elle) assure des fonctions de gestion administrative et comptable et de secrétariat.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1^{er} octobre 2018

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein – Catégorie B

Profil recherché

Une expérience similaire de 5 ans minimum dans les domaines concernés par le présent poste est souhaitée.

Connaissances des grands principes de gestion budgétaire au sein d'un établissement public.

Pratique d'un logiciel de gestion GBCP (gestion budgétaire et comptable publique).

Capacité à appliquer les procédures administratives de gestion et maniement aisé des progiciels et outils bureautiques (Word, Excel, Power point).

Discrétion professionnelle.

Aisance relationnelle et sens de la diplomatie.

Activités principales.

Préparer et suivre les dossiers comptables de la Délégation régionale

Participer au processus de mise en concurrence des prestataires dans le respect des règles des marchés publics • Assurer le suivi des engagements et des commandes • Suivre les dépenses

Instruire les dossiers logistiques pour la Délégation régionale

Assurer le suivi du Parc des véhicules en interface avec le prestataire dédié • Recueillir, préciser les besoins en matériel des agents et établir les bons de commande (matériels techniques et d'intervention, téléphonie,) • Répartir le matériel entre les services de la délégation • Tenir à jour l'inventaire des matériels de la DR et mettre en œuvre la procédure de réforme des véhicules et matériels • Instruire les dossiers relatifs aux déplacements des agents

Assurer le secrétariat de la Délégation régionale

Assister la Déléguée, son Adjoint, les agents de la Cellule techniques et le Chef du service départemental de la Moselle (préparation de rapports, courriers, RV...)

Assurer l'accueil téléphonique et physique de la Délégation

Suppléer la Responsable de la Cellule administrative en tant que de besoin

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste

Mme Angélique PINTO, Responsable de la cellule administrative par téléphone au 03.87.52.92.66 ou par courriel à angelique.pinto@oncfs.gouv.fr

Ou

Mme Catherine LHOTE, Déléguée régionale par téléphone au 03.87.52.14.56 ou par courriel à catherine.lhote@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 15 août 2018**, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet)

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



Le Département carrières et effectifs
de la Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
situé à Paris (75017)



RECRUTE

Gestionnaire de carrières - (F/H)

Dirigé par une Cheffe de département et deux Adjointes, chargées respectivement de la gestion des titulaires et contractuels, le Département carrières et effectifs élabore et met en œuvre une stratégie d'emploi et de carrière, cohérente avec les orientations stratégiques de l'Office. A ce titre, il pilote, gère collectivement et individuellement les effectifs (1600) et les carrières de l'Établissement, tous statuts confondus.

Au sein de ce Département, sous l'autorité des deux Responsables de Pôles, le (la) gestionnaire assure la gestion administrative d'un portefeuille d'agents titulaires ou contractuels de l'ONCFS en synergie avec les gestionnaires rémunérations.

Nature de l'emploi :

Poste à pourvoir dès que possible

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement, voire en CDI de droit public - Temps complet – Catégorie B

Profil recherché :

Une première expérience significative dans un poste similaire dans la sphère publique est souhaitée.

Connaissances des principes généraux du droit de la fonction publique et de ses statuts (général et particuliers).

Connaissance des textes relatifs aux régimes indemnitaires.

Maîtrise des outils bureautiques (SIRH compris).

Savoir instruire un dossier et mettre en œuvre une règle, une norme, une procédure et un protocole.

Savoir rédiger un acte juridique pré-normé.

Aisance relationnelle, sens du travail en équipe.

Rigueur et sens de l'organisation.

Activités principales :

Conseiller et informer les agents sur les actes de gestion de leur carrière, ainsi que les Chefs de services et les partenaires institutionnels.

Instruire les procédures de gestion administrative individuelles et collectives pour les actes de GRH.

Alimenter le SIRH.

Produire les actes relatifs aux différentes positions administratives.

Préparer et suivre les décisions des instances CAP et CCP.

Suivre les temps de travail.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Ou

Mme Hervane ROUSSEL, Adjointe à la Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.14 ou par courriel à hervane.rousseau@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 26 août 2018**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet)

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



**La Délégation Centre Val de Loire – Ile de France de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Orléans (45)**



RECRUTE

Délégué(e) interrégional(e) adjoint(e) - (F/H)

Sous l'autorité du Délégué régional, le (la) Délégué(e) adjoint(e) seconde et assiste ce dernier et le représente dans le cadre des missions qui lui sont confiées. A ce titre, il (elle) a autorité sur les agents affectés à la Délégation interrégionale, selon la délégation délivrée par le Délégué interrégional.

Il (elle) travaille en lien de coordination fonctionnelle avec les Chefs des services départementaux qui représentent le Délégué interrégional Centre Val de Loire - Ile de France sur chacun des départements concernés.

Il (elle) Intervient plus particulièrement dans le domaine de la police.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir dès que possible

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein – Catégorie A

Profil recherché

Une expérience professionnelle dans les métiers de l'environnement et/ou de missions de police sera appréciée.

Maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales, très bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, et du contexte politique et institutionnel national et européen.

Connaissances du droit de l'environnement, droit pénal et procédure pénale.

Connaissances des médias et maîtrise des techniques de communication.

Connaissances des procédures budgétaires et comptables.

Aptitude à la conduite du changement et à faire preuve de capacité d'analyse, d'anticipation et de synthèse.

Capacité à faire face à des situations de pression, d'urgence, de crise, de conflits, d'incertitude et à négocier et jouer un rôle de médiation avec les acteurs locaux.

Conditions particulières

Poste nécessitant d'être commissionné et assermenté au titre de l'art L 172-1 du CE ou de s'engager dans une formation interne en la matière.

Poste nécessitant de fréquents déplacements sur la région et au niveau national • Travail possible le week-end.

Activités principales

Organiser et piloter les missions de police et représenter le Délégué interrégional dans les réunions, comité, etc.

Secondier le Délégué interrégional en terme d'animation territoriale, de pilotage des missions et suivi du COP.

Assurer l'intérim du Délégué interrégional.

Apporter son appui en matière de gestion administrative et de suivi technique pour l'évaluation, la gestion, l'organisation et la répartition des moyens.

Rédiger des instructions aux Services • Assurer la gestion budgétaire et comptable • Participer à la mise en œuvre du décret GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique) • Prendre en charge des dossiers nécessitant une expertise.

Apporter son appui en matière d'expertise, partenariats et communication.

Contribuer à la politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat et autres organismes • Apporter expertise et conseil dans le cadre de conventions et sur la mise en œuvre de la stratégie de communication.

Intéressé(e) ? - Pour plus de détail, cf. fiche de poste

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Jean-Noël RIEFFEL, Délégué interrégional Centre Val de Loire - Ile de France, par téléphone au 07.85.27.15.09 ou par courriel à jean-noel.rieffel@oncfs.gouv.fr

Ou

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.24 ou par courriel catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 30 août 2018**, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet)

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



**La Délégation régionale Auvergne - Rhône Alpes de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Clermont-Ferrand (63)**



RECRUTE

Animateur(trice) régional(e) pour la gestion du loup et du lynx - (F/H)

Au sein de la Cellule technique (CT), sous l'autorité du Délégué régional Auvergne – Rhône Alpes (AURA), l'animateur(trice) régional(e) pour la gestion du loup et du lynx participe à la déclinaison et à la mise en œuvre régionale des orientations du contrat d'objectifs et de performance. Sa mission principale est l'animation régionale du Réseau Loup-Lynx. Il (elle) pilote ses dossiers de manière autonome en relation avec de nombreux partenaires internes et externes.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir dès que possible

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement voire en contrat à durée indéterminée - Temps plein – Catégorie A

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme de niveau I (BAC +5) dans le domaine de l'écologie ou de l'environnement.

Une expérience dans l'animation de réseaux et le portage de dossiers est souhaitée.

Connaissance des sciences de la nature et connaissances expertes sur certaines espèces (grands carnivores, loup, lynx).

Connaissance des politiques publiques, acteurs de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que du monde cynégétique.

Connaissance des techniques de conduite de projet et du domaine informatique (Base de données, SIG, ...).

Capacité à encadrer scientifiquement et techniquement des personnels de terrain géographiquement dispersés.

Capacité à concevoir et suivre des programmes de développement et des protocoles d'études, en lien avec la préservation de la biodiversité.

Ouverture d'esprit, esprit pratique et force de proposition.

Conditions particulières

Poste nécessitant de nombreux déplacements

Déplacements sur la région Auvergne – Rhône Alpes et au niveau national • Travail possible les week-ends.

Activités principales

Gérer le réseau Loup-Lynx en externe au niveau régional

Animer le réseau • Représenter la Délégation • Apporter un appui technique aux DDT, préfectures et autres partenaires et assurer l'expertise des constats de dommage • Organiser des formations sur la thématique du Loup-Lynx

Animer en interne le réseau Loup-Lynx sur l'AURA

Apporter un appui technique et méthodologique aux services départementaux de l'Office • Assurer l'expertise des indices et le suivi des prélèvements biologiques, centraliser et préparer les échantillons pour la génétique • Organiser et participer aux opérations de suivi et au traitement des données • Rédiger les bulletins du réseau et contribuer à alimenter les supports de communication

Participer ponctuellement aux autres missions de la Cellule technique

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste

M. Patrick POYET, Délégué régionale Auvergne – Rhône Alpes, par téléphone au 04.73.16.25.87 ou par courriel à patrick.poyet@oncfs.gouv.fr

Ou

M. Michel LAMBRECH, Adjoint au Délégué Régional, par téléphone au 04.76.89.29.91 ou par courriel à michel.lambrech@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 17 août 2018**, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet)

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
situé à Paris (75017)



RECRUTE

Chef(fe) de projet SIRH - (F/H)

L'objectif de la Direction des ressources humaines de l'ONCFS est de disposer d'un système d'information en ressources humaines (SIRH) de l'entrée à la sortie de l'agent, de gestion de la carrière, de la paie, des effectifs et des emplois, y compris en lien avec le module formation, et donnant accès aux agents et à la hiérarchie à des informations personnelles selon leur profil.

Sous l'autorité de la Directrice des ressources humaines et de son Adjointe, le (la) Chef(fe) de projet SIRH conduit le projet en lien avec le Chef de projet technique de la Direction des systèmes d'information (DSI).

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1^{er} octobre 2018

A pourvoir en contrat à durée déterminée (CDD de 2 ans) - Temps complet – Catégorie A

Profil recherché

Une expérience dans un poste équivalent (Chef de projet) serait un atout majeur et une première expérience dans la sphère publique serait appréciée.

Très bonne connaissance du statut de la fonction publique et de ses règles financières et comptables.

Connaissance des fondamentaux de la démarche qualité et de l'analyse des processus.

Maîtrise des techniques de conduite de projet, organisation et méthodes.

Maîtrise des outils bureautiques, d'information et de communication.

Aisance relationnelle, sens de la pédagogie envers les donneurs d'ordre, les partenaires et les équipes.

Fortes capacités à coordonner, à négocier et à être force de proposition de solutions innovantes.

Conditions particulières

Déplacements à prévoir sur les autres sites de la DRH

En région Centre Val de Loire – Ile de France : à Auffargis (78) à côté de Rambouillet et à DRY (45) à côté d'Orléans.

Activités principales

Planifier les étapes du projet SIRH en fonction du rôle des instances (comités stratégique, de pilotage).

Assurer la gestion des étapes du projet.

Etablir la définition fonctionnelle des besoins et de la rédaction du cahier des charges avec la DSI et la DAF (Direction des affaires financières) • Aider au choix du prestataire • Mettre en œuvre la solution (accompagnement au paramétrage des besoins particuliers) • Participer à la formation des utilisateurs.

Réaliser un diagnostic sur la fiabilité des données existantes dans les outils paie et carrière.

Encadrer les comités utilisateurs / groupes de travail thématiques.

Veiller à la tenue du respect du phasage.

Assurer la gestion budgétaire et comptable du projet en lien avec la DAF.

Gérer le projet.

Planifier les réunions • Etablir les ordres du jour • Rédiger les comptes rendus.

Gérer la communication sur le projet et son avancement.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

Mme Hervane ROUSSEL, Directrice adjointe des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.14 ou par courriel à hervane.rousseau@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 15 août 2018**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un Responsable de la commande publique, des achats et des contrats (H/F) au sein du secrétariat général à Rochefort (17)

Poste de catégorie A ouvert :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement. |
|--|

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre-mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

L'équipe de la commande publique assure les phases de conseil en amont des consultations, de rédaction, de publicité et d'attribution des procédures de commande publique et leur exécution administrative (avenants).

Description du poste

Le responsable de la commande publique est placé sous la responsabilité hiérarchique du secrétaire général.

Il coordonne les activités d'une équipe de 4 personnes dédiées aux missions de commande publique de l'établissement. Il assure un rôle d'expertise et de traitement des dossiers complexes au sein de cette équipe.

Il est désigné comme le responsable des achats de l'établissement (R.A.E) et participe à ce titre au programme de professionnalisation et d'optimisation des achats.

Description des missions

Le responsable de la commande publique exerce les activités principales suivantes :

- S'assure de la bonne application de l'ensemble des procédures de commande publique et du respect des seuils de marchés publics ;

- Intervient en amont (en conseil) auprès des délégations et services de l'établissement ainsi qu'en aval (expertise et vérification) dans le cadre des procédures de commande publique : opérations de consultation, de négociation, d'analyse des offres, de passation...
- Est responsable du suivi de la commande publique de l'établissement ;
- Elabore et met à jour des guides de procédures de la commande publique et d'engagement des dépenses ;
- Instruit et expertise les actes relatifs aux achats, aux marchés, les contrats et les conventions de l'établissement ;
- Pilote le dossier d'optimisation des achats publics ;
- Assure une veille juridique dans son domaine fonctionnel en relation avec le service juridique ;
- Elabore et met à jour les tableaux de bord des activités relatifs à la commande publique ;
- Supervise la préparation et participe aux commissions d'appel d'offre ;
- Est l'interlocuteur du contrôle budgétaire sur les dossiers marchés ou conventions transmis pour avis ou visa.

Activités spécifiques

Le responsable de la commande publique développe un rôle de conseil et de proposition auprès du secrétaire général ainsi qu'à destination des délégations.

A ce titre, il peut être amené à organiser des sessions de formation dans le cadre de la professionnalisation des achats et de la sécurisation des procédures.

Evolution des activités

Ces activités s'inscrivent dans l'organisation et le fonctionnement actuel du service.

Une réflexion est actuellement conduite sur la structuration du secrétariat général. Le positionnement hiérarchique du responsable commande publique est ainsi susceptible d'évoluer, les missions décrites seront précisées dans le cadre de la procédure de recrutement.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Il est en relation hiérarchique avec le secrétaire général et en relation fonctionnelle avec les services centraux de l'établissement et les délégations de rivages.

En externe, il est en relation fonctionnelle avec le contrôle financier, la direction des achats de l'Etat (DAE) et les prestataires de services et de travaux.

Profil et compétences requises

- Expériences dans le management d'équipes
- Connaissances approfondies de l'ordonnance des marchés publics, loi MOP
- Sens avéré des contacts et des relations humaines
- Autonomie et sens des responsabilités
- Compétences rédactionnelles
- Maîtrise des outils bureautiques

Caractéristiques du poste

Dans l'exercice de ses missions, le responsable de la commande publique pourra être amené à effectuer des déplacements sur Paris et dans les délégations de rivages.

Poste de catégorie A à temps complet.

Ce poste est ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé au siège de l'établissement à Rochefort (Charente-Maritime).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation + dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires) sont à faire parvenir **au plus tard le 17 août 2018** :

Soit par courrier à :

Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :

<http://www.conservatoire-du-littoral.fr//> – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Philippe DANTOING, secrétaire général
p.dantoing@conservatoire-du-littoral.fr (*pas de dépôt de candidature à cette adresse*)

Catégorie A / A+

Expert long-terme International

Responsable de projet de coopération internationale en Géorgie à Tbilisi dans le cadre d'un jumelage « Protection et Contrôle des produits sous Indication Géographique ».

Date de mission estimée : Janvier 2019 – Mars 2021

Niveau de classement parcours professionnel : 3

MISSIONS DE LA STRUCTURE	<p>Un appel à proposition a été lancé auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec la Géorgie de 24 mois intitulé : « <i>Establishing Efficient protection and Control System of Geographical Indications (GIs) in Georgia</i> ».</p> <p>La France envisage de répondre à cet appel à candidatures avec un ou deux autres états membres partenaires. Elle doit notamment proposer un(e) chef de projet et un(e) Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).</p>
OBJECTIFS DU POSTE	<p>L'objectif du projet est de renforcer les capacités du National Intellectual Property Center of Georgia – Sakpatenti - à réviser les textes et mettre en œuvre la législation nationale relative aux indications géographiques et appellations d'origine.</p> <p>L'objectif du projet est d'harmoniser la législation géorgienne sur les signes de qualité liés à l'origine avec les exigences de l'UE, et notamment de mettre en place les structures de contrôle adaptées.</p> <p>Ce jumelage sera notamment organisé autour de missions de conseil, de recommandation, d'encadrement d'atelier de travail de rédaction des règlements, des programmes de formation sur-mesure, des séminaires, des rédactions de manuels de procédures et des visites d'études.</p>
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	<p>Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.</p> <p>Résidant à Tbilisi durant 24 mois, il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts géorgiens, français et européens :</p> <ul style="list-style-type: none">• de programmer et organiser les interventions de l'équipe d'experts court-terme dans le pays,• de s'assurer que les éléments pertinents, composant l'acquis dans ce domaine sont rendus disponibles pour leur usage dans le cadre des activités du jumelage,• d'assister les experts courts termes en précisant leurs tâches au fur et à mesure du déroulement du jumelage et en s'assurant, avec le concours de son homologue géorgien, de la fourniture des éléments de contexte et des informations nécessaires à leurs missions,• de préparer et mettre en œuvre le déroulement technique et administratif des activités et de vérifier la compréhension en profondeur des problématiques et l'adéquation des résultats,• d'identifier, avec le concours de son homologue géorgien, les experts nationaux appropriés,• de rencontrer régulièrement le chef de projet géorgien,• de préparer les rapports intermédiaires d'avancement du projet. <p>Le CRJ exécutera sa mission et agira exclusivement dans l'intérêt de l'administration d'accueil du pays bénéficiaire et dans celui de l'Union Européenne.</p>
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	<p>Son homologue sera le chef du département « <i>Legal and international affairs</i> » de Sakpatenti, principal bénéficiaire du projet. Le bureau du CRJ sera positionné au sein du Sakpatenti. En relation étroite avec lui et son équipe, l'autorité de gestion de projet géorgien et la délégation de l'Union européenne sur place, il/elle sera amené/e à superviser le projet pour atteindre les objectifs et résultats visés, fixés en début de projet par un contrat de jumelage.</p>

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	<ul style="list-style-type: none"> • Minimum 7 ans d'expérience dans le domaine des indications géographiques; • Bonne connaissance de la réglementation communautaire dans le domaine des indications géographiques, leur protection, et les systèmes de contrôle ; • Excellente maîtrise de l'informatique (Word, Excel, Power point, etc.); • Excellente maîtrise de l'anglais parlé et écrit ; • L'expérience antérieure en gestion de projet de jumelage serait un atout 	<p>Minimum 10 années d'expériences professionnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnaire (ou assimilé) au sein d'une administration publique • Expérience longue dans le domaine des signes de qualité et d'origine • Une expérience dans le domaine de l'agriculture biologique et/ou de la promotion des produits agricoles serait un atout supplémentaire • Une expérience internationale serait un atout supplémentaire • Aisance en public et aptitude à la communication écrite ; • Une expérience dans les pays du voisinage est sera considérée comme un atout..
MODALITES DE CANDIDATURE	<p>Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service.</p> <p>Elles sont à adresser au plus tard le 2 aout 2018, délai de rigueur, à Monique Tran, directrice du GIP ADECIA et Xavier Pacholek, chef du Bureau Exportations et Partenariats Internationaux à la Direction Générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (merci de mettre Alice Wanneroy en copie de vos candidatures).</p>	
CONTACTS	<p>Monique TRAN, GIP ADECIA (monique.tran@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 54 17) Alice Wanneroy, GIP ADECIA (alice.wanneroy@agriculture.gouv.fr - 01 49 55 44 33)</p>	
Pour en savoir plus	<p>http://ec.europa.eu/enlargement/tenders/twinning/index_en.htm http://www.adecia.org/notre-expertise/jumelages-institutionnels.html http://www.eko.minpolj.gov.rs/en/</p>	

Présentation des conseillers résidents de jumelage

Dans le cadre des appels à proposition de Jumelages de plus de 6 mois, la France doit proposer un/une Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).

Responsabilités

Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un(e) expert(e) long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.

Résidant dans le pays bénéficiaire pour une longue durée (de 12 à 24 mois), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts du pays bénéficiaires et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage,
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude,
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet,
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées,
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet,
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des formations.

Le départ et le retour de l'agent en mission long-terme peuvent être facilement anticipés :

- une période de latence de 6 à 12 mois, entre le dépôt d'une offre et le départ en mission,
- la durée d'un jumelage est fixée dès le début, et peut être allongée d'une durée de 3 mois maximum.

Rémunération

Le CRJ continuera à percevoir son salaire normal (dont les primes, supplément familial...) dans son État membre d'origine tout au long de sa mission.

Pour le compte du MAA, le GIP Adecia perçoit une somme équivalente à celle qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler dans son administration d'origine (et non à l'étranger), y compris les charges sociales et patronales assimilées, plus une prime de 6 % du montant total pour couvrir les frais supplémentaires d'un remplaçant.

En plus de son salaire normal, le CRJ recevra une allocation de subsistance au taux fixé par la Commission pour toute la durée de sa mission. (pour la Géorgie: 130.50 euros / jour, sur toute la durée du projet). Cette indemnité journalière a vocation à couvrir les frais engagés dans le pays bénéficiaire, notamment pour l'hébergement, la sécurité et l'assurance maladie complémentaire.

Les frais suivants lui seront également remboursés (sur présentation d'un justificatif du paiement) en fonction d'un barème applicable à tous les EM:

- frais de scolarité si le CRJ est accompagné de ses enfants;
- frais de voyage au début et à la fin de sa mission;
- frais de déménagement (pour le contenu complet de son ménage s'il est accompagné de sa famille ou pour une partie de ses effets personnels, s'il déménage seul);
- indemnité mensuelle pour voyage aller-retour dans l'EM à partir du second mois de sa mission, si aucun frais lié aux membres de la famille n'est facturé au projet;
- indemnité annuelle pour voyage aller-retour dans l'EM pour tous les membres de la famille dans le cas où le CRJ déménage dans le pays bénéficiaire avec sa famille

Spécificités des agents à la retraite

Des experts récemment mis à la retraite (moins de trois ans avant la date de diffusion de la fiche du jumelage) peuvent être réengagés en qualité d'agents publics temporaires soit par une administration, soit par un organisme mandaté. À l'instar des fonctionnaires non statutaires, ils doivent être liés contractuellement à l'organisme responsable du projet de jumelage. Le remboursement du salaire des experts récemment mis à la retraite s'effectuera selon les mêmes principes que ceux qui ont été énoncés plus haut pour les agents publics temporaires.

Si la législation nationale prévoit la déduction du montant de la retraite du traitement du fonctionnaire du secteur public, le projet ne remboursera que les dépenses salariales réelles du contractant.